

CONCLUSION

Le présent document définit les stratégies que doit adopter le gouvernement pour relever les défis d'un marché mondial en rapide transformation. D'importants développements rendent notre monde plus petit, ouvert, dynamique et complexe, une évolution qui a des répercussions sur notre société, notre économie, notre sécurité et notre identité – répercussions dont il est question plus en détail dans chaque document de l'Énoncé de politique internationale du Canada. Le Canada a de nombreux points forts, notamment un secteur privé qui a su promptement s'adapter à ces changements, et ce, en développant de nouvelles façons de faire des affaires qui transcendent les frontières nationales, en exerçant certaines activités sur le continent, le pays ou la localité où il lui était le plus rentable de le faire et en s'organisant autour de réseaux et de chaînes de valeur souples.

Dans notre monde actuel, toute distinction entre l'économie intérieure d'un pays et l'ensemble de l'économie mondiale est artificielle. Les décisions intérieures influent sur la compétitivité internationale des entreprises canadiennes, tout comme le jeu de la concurrence sur notre propre marché est de plus en plus dicté depuis l'extérieur de nos frontières. Notre prospérité repose sur deux piliers jumeaux, à savoir la compétitivité de notre économie dans son ensemble et notre engagement à fond sur les marchés internationaux. La stratégie du gouvernement en matière de commerce intègre ces deux aspects afin de créer des avantages économiques durables pour le Canada.

Si le milieu des affaires canadien exerce des activités partout dans le monde, il demeure que certaines priorités s'imposent clairement en ce qui touche nos relations commerciales et la satisfaction des besoins de nos entreprises. Ces priorités nous dictent de mettre d'abord l'accent sur nos relations avec l'Amérique du Nord – non seulement avec les États-Unis, le point d'ancrage de notre prospérité, mais de plus en plus avec le Mexique, puis sur nos relations avec d'autres moteurs clés d'innovation et d'investissement dans le monde, ce qui est notamment le cas du Japon et des pays de l'UE, et enfin sur les nouvelles grandes puissances économiques d'aujourd'hui, à savoir le Brésil, l'Inde et la Chine ainsi que leurs partenaires dans les chaînes de valeur mondiales. L'importance à accorder à nos relations avec les pays qui ne font pas partie de ce noyau central doit être établie de plus en plus en fonction de

l'aptitude de ces pays à servir nos intérêts supérieurs, que ce soit en tirant parti de leurs propres relations stratégiques (par exemple entre l'Australie/Nouvelle-Zélande et l'Asie de l'Est) ou encore en tablant sur leur potentiel économique futur (par ex., la Russie, les pays du Golfe).

Afin de tirer le meilleur parti de ces relations, le gouvernement doit créer sur notre propre marché un climat propice aux affaires afin que le Canada demeure un endroit de choix où investir et un acteur compétitif dans l'économie mondiale : cet aspect fait partie intégrante de la stratégie économique générale du gouvernement. Il doit également réunir les conditions voulues pour faciliter l'établissement de liens commerciaux durables et mutuellement avantageux reposant sur de solides relations politiques entre gouvernements, sur des règles fiables pour régir nos échanges multilatéraux et bilatéraux en matière de commerce et d'investissement, ainsi que sur des initiatives innovatrices non gouvernementales dans de nombreux domaines, comme ceux de la R-D et de l'éducation. Et pour donner à nos entreprises la marge de manœuvre dont elles ont besoin pour être compétitives dans leurs échanges commerciaux, leurs investissements ou toute autre forme d'activité commerciale internationale, le gouvernement doit intervenir par des mesures précises et ciblées.

Il nous faudra être constamment attentifs aux instruments de politique économique et commerciale que nous utiliserons dans le déploiement de cette stratégie. Nous devons mettre à profit nos avantages pour faire en sorte que notre pays demeure un endroit de choix où faire des affaires d'une façon moderne. Nous sommes à cet égard engagés dans une course avec de nombreux pays – une course que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre. Par-dessus tout, il est impératif que nous nous servions judicieusement des atouts dont dispose le gouvernement canadien, avec les bons partenaires, au bon moment et au bon endroit : qu'il s'agisse de négociations commerciales ou d'investissements stratégiques dans les deux sens, de pourparlers de haut niveau entre gouvernements ou de promotion de réseaux de savoir et d'influence embrassant les provinces, les territoires, les milieux d'affaires, les milieux universitaires et la société civile. Dans l'exécution de notre stratégie, nous aurons des choix à faire : le gouvernement est déterminé à